

# Congrès AFSP 2009

## Section thématique 37

### Partis politiques et mouvements sociaux à la croisée des approches : interdépendances, transformations et traits communs

#### Axe 1

**Pélagie Chantal Belomo Essono, (Université catholique d'Afrique centrale),  
[belomochantal@yahoo.fr](mailto:belomochantal@yahoo.fr)**

### **Partis politiques et mouvements sociaux au Cameroun à l'épreuve de la protestation : alliance hégémonique ou alternative politique ?**

La trajectoire politique du Cameroun se fonde sur une conflictualité dont les origines remontent à l'époque coloniale. La matrice du conflit se situe dans l'exercice d'un ordre colonial répressif et la volonté de sa pérennisation en dépit des revendications de décolonisation. La guerre d'indépendance opposant les forces nationalistes de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) en tant que parti luttant contre l'impérialisme en constitue l'apothéose. La formation et la construction de l'Etat s'effectuent donc autour de ce conflit, tant et si bien que l'ordre politique au Cameroun sera basé sur l'antagonisme entre gouvernants et gouvernés, tout comme il s'était déjà construit sur l'opposition entre l'indigène et le colonisateur. Cet antagonisme se perpétue dans l'Etat post colonial au travers de la socialisation et de l'institutionnalisation des cadres cognitif et normatif conçus sur la faute originelle d'une inexistence d'un contrat social instituant par conséquent une différenciation entre dominants et dominés ; l'exercice d'un pouvoir et de la violence politique des dirigeants sur les dirigés traduisant l'essence de l'autoritarisme.

Ainsi, la constitution d'une alliance entre partis politiques<sup>1</sup> et mouvements sociaux est tributaire de la collision coloniale. Elle s'effectue tout au long du processus d'étatisation avec pour phases majeures la guerre d'indépendance, la libéralisation politique des années 90 et les émeutes contre la faim et la révision constitutionnelle<sup>2</sup> orchestrées en février 2008. Ces émeutes mettent en œuvre une mobilisation sociale<sup>3</sup> et politique<sup>4</sup> portée en sous-main et/ ou de manière informelle par certains acteurs politiques des partis d'opposition. *A contrario*, les « jeunes »<sup>5</sup> qui représentent les porteurs de cause rentrent dans une confrontation violente avec le pouvoir en place qui constitue l'adversaire perpétuel dans un contexte d'assujettissement du peuple. A ce propos, ils usent des revendications, des affrontements avec les forces de l'ordre, de la démolition des biens publics et privés, etc. Les mobilisations qui travaillent le Cameroun en février 2008 ont pour finalité la remise en cause d'un système de prédation de l'Etat. Des décennies de corruption, de détournement de deniers publics, de clientélisme ont fini par paupériser les populations

---

<sup>1</sup> Les partis politiques dont il est question ici concernent davantage les partis d'opposition, car le parti au pouvoir, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) demeure l'ordonnateur de la politique générale de la nation. Toutefois, les émeutes de février 2008 contre la faim et la révision constitutionnelle ont dévoilé les différentes dissensions au sein de ce parti.

<sup>2</sup> Cette réforme constitutionnelle a pour but la révision de l'article 6 alinéa 2 portant sur la limitation du mandat présidentiel. Grâce à la loi n° 2008/001 du 14 avril 2008 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la constitution du 02 juin 1972, le mandat présidentiel est désormais illimité. A cet effet, l'article 6 alinéa 2 (nouveau) dispose que « Le Président de la République est élu pour un mandat de (7) ans. Il est rééligible ».

<sup>3</sup> La mobilisation sociale se définit dans ce contexte d'après E. Neveu comme une forme d'action collective concertée en faveur d'une cause qui suppose l'identification d'un adversaire, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 1996.

<sup>4</sup> La mobilisation politique est appréhendée au sens que lui donne Chazel, (F.), (éd.), à savoir la création de nouveaux engagements, de nouvelles identifications et le rassemblement d'acteurs ou de groupes d'acteurs dans le cadre d'un mouvement social chargé au besoin par la confrontation directe et éventuellement violente avec les autorités en vue de promouvoir et parfois de restaurer des fins collectives, *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, PUF, 1993.

<sup>5</sup> Le terme « jeunes » représente la qualification qui est donnée par les acteurs politiques en l'occurrence le Président Biya aux acteurs visibles de cette mobilisation. Sur cette question, se référer à l'article de l'auteur, « Crise socio-politique de février 2008 et nouvelle gouvernabilité au Cameroun », publication en ligne, [www.apsanet.org](http://www.apsanet.org)

entraînant ainsi la contestation sociale. Au-delà de la question de la révolte contre la faim, fondamentalement l'action collective de février se structure autour du refus de la révision constitutionnelle instituant la pérennisation des dirigeants. En somme, les fins que s'assignent les acteurs de ce mouvement social consistent à exercer un contrepouvoir à l'omnipotence du pouvoir afin d'instaurer un changement et partant un nouvel ordre politique au Cameroun.

Par ailleurs, l'interdépendance tactique et stratégique qui sous-tend la rencontre, la connivence et le rapprochement entre ces deux catégories dépend des forces en présence, en l'occurrence le colonisateur ou l'Etat post colonial dont la puissance, la volonté et la capacité de répression, de dissuasion et la détention de la violence légitime et illégitime sont considérables. Si la dialectique entre partis politiques et mouvements sociaux au Cameroun tend à démontrer les principes d'autoritarisme, elle permet aussi de décrypter les modalités de la participation politique dans un contexte de contraste entre libéralisation politique et restauration autoritaire.

Le cadre théorique de cette étude s'élabore autour de deux approches. D'une part, la notion de figuration ou de configuration chez N. Elias donne à saisir les interactions qui se déroulent entre les partis politiques et les mouvements sociaux. L'interdépendance qui traduit l'unification des forces politiques permet d'appréhender *in fine* les contrepouvoirs à l'œuvre au Cameroun malgré la prééminence et l'enchâssement d'un système autoritaire. D'autre part, la notion d'homologie structurale contribue à comprendre les principes et les modalités qui conduisent et président à l'existence et à la coexistence entre les deux catégories. Il existe une similitude entre les répertoires d'actions collectives des deux catégories en termes de lutte contre l'ordre colonial et post colonial. Le champ des partis politiques et celui des mouvements sociaux est investi des mêmes schèmes cognitifs. Car certains acteurs des mobilisations se sont socialisés à l'école des partis à l'instar du parti nationaliste UPC et vice versa. Dans ce cas, le mouvement social est considéré comme une excroissance ou un prolongement des partis. La distance entre les deux reste donc ténue. Aujourd'hui, les écueils qui taraudent la sphère des partis sont aussi identifiés dans celle des mouvements sociaux en termes de déclin de la pensée politique et par conséquent d'absence d'une mise en sens et en cohérence du monde autour d'une programmation, de manque de leadership, de démantèlement des partis politiques et des mouvements sociaux par le pouvoir au travers de certaines manœuvres telles le clientélisme et la fragmentation des partis etc. Cependant, si les deux organisations militent pour les mêmes causes ; la lutte étant de plus en plus focalisée sur le départ du Président Biya et de la classe dirigeante comme seule alternative possible de construction de l'Etat du Cameroun, la conquête du pouvoir demeure le fondement des partis politiques. Dans cet ordre d'idées, le parti politique devient donc attractif pour les acteurs des mouvements sociaux. La notoriété que confère le combat dans le mouvement social détermine la création d'un parti politique (qui est lui-même producteur de rente) ou l'entrée dans un grand parti d'opposition voire la cooptation dans le parti au pouvoir donne lieu à une appropriation personnelle des ressources étatiques.

Dès lors, l'interrogation majeure de cette étude repose sur la question de savoir comment l'alliance entre partis politiques et mouvements sociaux contribue à influencer la production du politique au Cameroun ?

1) Les crises politiques à l'œuvre au Cameroun sont marquées par des actions issues de l'association entre partis politiques et mouvements sociaux. La fusion entre ces deux catégories demeure néanmoins une connivence erratique et fugace. Car elle procède des stratégies, voire des compromis politiques sans cesse reconfigurés et révisés en fonction des intérêts, des jeux et enjeux des acteurs. Elle se forme donc au gré de ces crises, des mutations du champ politique et du relâchement ou du resserrement des mécanismes répressifs et punitifs du pouvoir.

2) La dialectique entre partis politiques et mouvements sociaux conduit à la mise en œuvre d'une gouvernementalité traduisant les effets d'une participation politique en vue de transcender la fermeture politique dû à l'autoritarisme.

3) Tout comme le champ politique, l'alliance partis politiques-mouvements sociaux est aussi traversée par des contradictions, des conflits voire des rationalités concurrentes. D'un côté l'entrée dans le champ étatique et hégémonique ou mieux le processus de conquête du pouvoir suppose l'instrumentalisation des mouvements sociaux par les partis politiques. D'un autre côté, certains leaders des mouvements sociaux s'investissent dans la captation des ressources économiques, symboliques, etc. afin de se positionner dans le champ politique.

Enfin, l'objectivation de la réalité de la dissidence donne lieu à des clefs d'interprétation mettant en évidence trois moments de la trajectoire historique. Premièrement, la colonisation représente un temps crucial d'éveil, voire de mise en œuvre de la contestation. L'énonciation du récit fondateur de cet Etat se structure autour d'un clash entre l'Union des Populations du Cameroun (UPC) et les deux pouvoirs. Les dynamiques d'autodétermination du Cameroun sont possibles à partir des syndicats et de l'UPC dont les activités déclenchent la guerre d'indépendance qui préside à l'indépendance. Deuxièmement, la résurgence des partis politiques dans le champ politique a pour impact de créer une rupture dans la vie politique. Aussi, la conjugaison des actions des forces socio-professionnelles et des partis politiques détermine-t-elle le processus de libéralisation politique. Troisièmement, les partis politiques qui jusque là étaient des forces politiques déterminantes dans l'histoire de ce pays, leur atonie laisse place à l'ascension des « cadets sociaux », promoteurs des mobilisations collectives et du combat politique, ils orientent désormais le changement politique.

### ***1 Forces dissidentes dans le processus de décolonisation et dans la postcolonie***

Le détour par l'histoire permet de saisir la sociogenèse du combat politique au Cameroun. Elle contribue à lire l'histoire politique en termes de permanence en tant qu'il s'est opéré un processus d'intériorisation et d'extériorisation explicatif de la socialisation à la lutte. Elle se définit aussi au travers de la rupture non seulement liée au changement ou à la transmutation de l'ennemi (on passe du colon au pouvoir colonial) mais aussi à la coercition politique exercée sur les forces politiques présidant à l'improductivité ou à l'apathie des mouvements sociaux. L'action de l'UPC ne représente pas une réalité totale. La guerre contre le colonisateur est aussi marquée par l'engagement de plusieurs personnages tel que M. Paul Samba. Toutefois, de manière globale, cette action doit être comprise dans une double dimension. Sur le plan interne, la répression de toute forme de revendication considérée comme de la subversion procure de l'existence et de la légitimation au parti nationaliste de part le fait que les pouvoirs coloniaux et postcoloniaux sont considérés comme des usurpateurs. Sur le plan externe, l'action catalytique de l'internationale communiste, des Nations unies, etc. façonnent l'UPC dans l'acquisition des schèmes de la résistance et dans la mise en œuvre du processus d'autodétermination du Cameroun. A cet effet, la stratégie politique de l'UPC consiste à capter les ressources internationales que procurent une reconnaissance, une représentativité et une légitimité que confèrent le champ international de revendication et de défense de la cause de l'autodétermination. L'affiliation, l'arrimage à certains mouvements de libération nationale, l'internationale communiste et l'alliance avec des pays tels que l'Union soviétique, la Guinée et la Chine participent d'une internationalisation de la cause du Cameroun. L'émergence de ce mouvement nationaliste s'effectue également au travers du particularisme colonial qui entoure le Cameroun en tant que pays sous-mandat et sous-tutelle, par conséquent jouissant d'une relative autonomie. Les Nations unies constituent une tribune permettant à Um Nyobe de faire des pétitions, contribuant ainsi à la dénonciation du colonisateur et à la revendication de l'indépendance. Les émeutes de 1945 et de 1955 seront prépondérantes dans les rapports politiques et surtout la radicalisation de l'administration coloniale à l'égard de l'UPC. Ainsi, le pouvoir colonial français affirme que l'UPC a déclenché un soulèvement prémédité, comparable à celui du FLN en Algérie. Ce qui permet à l'administration française de durcir la répression<sup>6</sup>.

En outre, les syndicats en tant que groupements marqueurs d'identité de lutte sont aussi prépondérants dans la prise de conscience de la construction nationale. Dans les années 30, le Cameroun verra naître le mouvement syndical qui fut écrasé par l'administration coloniale à l'instar de la Liges des fonctionnaires<sup>7</sup>. Il ne bénéficiera de ces groupements de manière officielle qu'à partir des années 40. D'après A. Eyinga, « Tous ceux qui habitaient Yaoundé et Douala vers la fin de 1944 sont loin d'avoir oublié l'engouement presque hystérique qui s'empara de la population pour la chose syndicale. De partout jaillissaient des associations professionnelles, chaque service ou presque s'étant érigé en syndicat autonome »<sup>8</sup>. Dans cette optique, les syndicats ont été les premiers cadres d'expression de la contestation

<sup>6</sup> Cette thèse est infirmée par R. Joseph qui pense qu'Um Nyobé avait toujours mis en garde ses partisans contre d'éventuelles provocations des autorités françaises qui leur auraient donné prétexte à une répression sanglante. En plus, ceci aurait confiné le mouvement dans la clandestinité, préface de Bayart, (J-F.), Joseph, (R.), *Le mouvement nationaliste au Cameroun*, Paris, Karthala, 1986,

<sup>7</sup> Joseph, (R.), op.cit. p.74.

<sup>8</sup> Eyinga (A.), « *Démocratie de Yaoundé* », texte inédit cité par Joseph (R.), op.cit.

du régime colonial et l'affirmation des droits politiques. Certains leaders africains comme Um Nyobe ont eu une expérience dans les organisations syndicales avant d'entrer en politique<sup>9</sup>. Les syndicats constituent par ce fait des lieux de socialisation à la contestation et la fabrication d'une conscience nationale.

Concernant les mouvements sociaux, l'activité de la Jeunesse Camerounaise Française (JEUCAFRA) créée en 1938 dans le travail d'habitué à forger une conscientisation est indéniable dans le processus de contestation, nonobstant, la critique qui lui était portée à savoir qu'elle était l'œuvre de l'administration coloniale ayant pour but de contrer l'Allemagne nazie<sup>10</sup>. Cependant, ces forces ne sont pas des groupes monolithiques avec une même téléologie. Les dissensions qui les animent démontrent le changement historique qui consacre une force politique au pouvoir considérée comme « falsificatrice de l'histoire » car n'ayant pas participé au combat nationaliste. Toutefois, l'acharnement des pouvoirs coloniaux et postcoloniaux à l'éradication de toute forme de contestation contribue à tiédir le combat politique.

Toutefois, plusieurs divergences travaillent cette alliance. La définition de l'historicité politique conduite de manière symbolique par l'UPC au travers de l'appropriation du récit de la lutte nationaliste semble disqualifier les autres groupements. Aussi, la différenciation ontologique qui marque les deux forces politique et corporatiste met en lumière les divergences d'approches et de finalité. Si l'atomisation des intérêts structure les syndicats et de manière globale les mouvements sociaux, les partis politiques quant à eux sont mus par les enjeux partisans et fondamentalement la conquête du pouvoir. L'essence du parti nationaliste s'articule autour de la lutte pour l'autodétermination, tandis que les forces corporatistes se focalisent sur les revendications relatives à la prise en compte des droits dans un contexte d'indigénat. L'inféodation des mouvements sociaux dans la guerre d'indépendance et leur enrôlement dans ce projet politique dépend également du prosélytisme politique du champ partisan nationaliste à produire des cadres d'interprétation autour des revendications de l'indépendance, à concevoir une idéologie, à la vulgariser et à produire de l'adhésion. Cependant, l'accaparement de l'énoncé historique par les partis politiques notamment l'UPC ne masque pas totalement le travail idéologique et l'action d'autres porteurs de cause dans la construction étatique. A cet effet, l'action de l'Eglise reste indéniable dans la contestation du pouvoir colonial et postcolonial<sup>11</sup>.

En somme, les forces de résistance ne sont pas monolithiques car elles décrivent des dissensions qui les entourent. *A contrario*, les idéologies dont la matrice est la lutte pour l'indépendance constituent le socle commun de ces forces, en tant qu'elles s'appuient sur une *Weltanschauung* relative à la libération des peuples.

## ***II) Eveil démocratique : alliance hégémonique entre mouvements sociaux et partis politiques***

Le processus de transition démocratique est par essence un moment de déconstruction et de détotalisation politiques. Ce processus met en évidence la contestation d'un système hégémonique, monolithique et autoritaire. *Primo*, la mobilisation politique qui consacre le changement est contrôlée d'une part par certains individus qui s'incarnent en porteurs de cause. Ces derniers impriment et catalysent les mouvements de contestation du régime. Si les manifestations de contre-hégémonie de l'Etat et des dirigeants sont d'abord portées par des leaders, ceux-ci initient les mouvements de revendication qui sont désormais laissées à l'attention du peuple et les « cadets sociaux » qui s'en saisissent. Le second moment de ce changement se définit à travers l'apparition des partis politiques. Non seulement le processus de légalisation des partis est un moment de crise, mais aussi leurs activités en termes d'opposition se révèlent comme les variables de la rupture. Sans mettre en évidence une ligne de démarcation entre les forces qui opèrent dans le processus de changement, les opposants se fondent sur le « Biya must go » comme élément constitutif du changement politique au Cameroun, vulgate du mouvement de contestation. Le nœud central de la désaffection à l'égard des dirigeants se traduit par la réclamation massive de la conférence nationale souveraine. La déconstruction politique s'articule autour de la production de la paralysie de l'Etat. Le troisième moment concerne la conjoncture politique. Celle-ci sera maîtrisée par le pouvoir en place au travers de l'abrogation de la légalité d'exception. La répression de la subversion est abrogée par les lois de 90. L'amnistie est instaurée. La restauration autoritaire permet

---

<sup>9</sup>Omar Diop, (E.H.), *Les partis politiques et processus de transition politique en Afrique noire*, Publibook, 2006.

<sup>10</sup> Préface de J-F. Bayart, in Joseph, (R.), *Le mouvement nationaliste au Cameroun*, op.cit. p.9

<sup>11</sup> Sur cette question, se référer à Ngongo, (L.), *Histoire des forces religieuses au Cameroun*, Paris, Karthala, 1982.

à la classe dirigeante de contrôler la transition démocratique. La conjoncture politique transitionnelle donne à lire d'un côté l'érection des partis dans le champ politique après un multipartisme constitutionnalisé<sup>12</sup> et contradictoirement traduit par les faits par l'institutionnalisation du parti unique. Elle présente d'un autre côté l'émergence des forces sociales dans la sphère protestataire. Ces deux forces socio-politiques contribuent ainsi à la décompression autoritaire. *A contrario*, la réappropriation de l'exercice de la coercition par le pouvoir en place entraîne un essoufflement de ces forces débouchant sur la restauration autoritaire.

### **A) *Praxis des partis politiques et mobilisations multisectorielles dans le processus de décompression autoritaire***

Les actions des partis politiques et des mouvements sociaux sont porteuses d'un processus de libéralisation politique au Cameroun. Il est important de déceler les contours et les implications de ces actions dans l'ordre politique au Cameroun. Se focaliser sur ces deux catégories dans le processus de libéralisation ne revient pas à minorer les autres facteurs du changement que sont l'amorce du processus de décompression par le pouvoir qui est un phénomène antérieur aux années 90. Le *Zeitgeist*, ou encore le « temps mondial » représente un facteur du « dehors » et constitue un élément d'impulsion de la donne démocratique. Les dynamiques internes d'assouplissement autoritaire et par conséquent le ralliement des « hardliners »<sup>13</sup> dans le projet de libéralisation entraîne la réduction de l'usage de la coercition. S'intéresser à la libéralisation politique, c'est intégrer ce mouvement dans un processus de crise politique. D'après P. Quantin ; « *Ces transitions sont d'abord des crises c'est-à-dire des moments pendant lesquels la politique cesse d'être l'apanage de groupes restreints pour mobiliser des secteurs plus larges des sociétés africaines... La conjoncture critique favorise l'engagement de larges fractions de la population à travers des mobilisations collectives...* »<sup>14</sup>.

Le processus de décompression autoritaire se fonde sur la démonopolisation politique de l'Etat et des dirigeants et la démultiplication des instances de pouvoirs instituées par l'apparition puis l'action des partis politiques d'opposition. Cette libéralisation est moins portée par des syndicats que par des groupes épars pas totalement constitués en corporations et par des individus. Ainsi, le multipartisme s'ouvre sur le clash entre l'ancien bâtonnier Yondo Black, neuf autres personnes et les pouvoirs publics sur la tentative de formation d'un parti politique. Ceci est interprété comme une offense faite au gouvernement. A cet effet, se basant sur les ordonnances de 1962 portant sur la répression de la subversion<sup>15</sup>, le tribunal militaire<sup>16</sup> condamne cinq des accusés à des peines de prison de deux à cinq ans, tandis que les autres seront relâchés<sup>17</sup>. En outre, la légalisation au forceps du Social Democratic Front (SDF) se déroule dans un affrontement avec les forces de l'ordre<sup>18</sup>. Si les partis d'opposition organisent des marches de protestation, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) quant à lui initie des « marches de soutien » dans le tout le pays. Dans ce contexte, les mobilisations collectives s'instituent tous azimuts. La disqualification des mobilisations de l'opposition consiste pour le président Biya à s'appesantir sur les défis économiques et de considérer ces revendications comme «...manœuvre de diversion, d'intoxication et de déstabilisation. »<sup>19</sup>. Toutefois, face à la pression de la rue, à partir de juin 1990, on assiste à un desserrement autoritaire avec notamment l'adoption des lois sur les libertés<sup>20</sup> et

<sup>12</sup> Le multipartisme cesse d'être effectif en 1966 avec la fusion de tous les partis d'opposition dans l'Union Camerounaise (UC).

<sup>13</sup> Sur cette question lire: O'Donnel (G.), Schmitter (P.), *Transition from Authoritarian Rule. Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*; Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1986.

<sup>14</sup> Daloz (J-P.), Quantin, (P.), *Transitions démocratiques africaines. Dynamiques et contraintes (1990-1994)*, Paris, Karthala, 1997, pp. 95-138, p14.

<sup>15</sup> Il s'agit de l'ordonnance 62/OF/18 portant sur la répression de la subversion.

<sup>16</sup> Il se tient le 28 mars-5 avril 1990.

<sup>17</sup> Sur cette question, lire, Mehler, (A.), « Cameroun : une transition qui n'a pas eu lieu », in Daloz, (J-P.), Quantin, (P.), (éds.), *Transitions démocratiques africaines. Dynamiques et contraintes (1990-1994)*, Paris, Karthala, 1997, pp. 95-138, p.97.

<sup>18</sup> Le meeting de lancement du SDF par Ni John Fru Ndi à Bamenda le 26 mai 1990 se déroule dans la violence et on dénombre 6 morts tués par balle. Cependant, les médias gouvernementaux déclarent que les militants ont été piétinés.

<sup>19</sup> Discours télévisé du 9 avril 1990.

<sup>20</sup> Il s'agit de la Loi 90/052 du 19 décembre 1990 portant sur la liberté de la communication sociale qui prévoyait néanmoins la censure administrative pour la presse privée ; la Loi 90/056 du 19 décembre relative aux partis politiques.

l'abolition de la répression de la subversion. Celle-ci sera toutefois reconduite sous une autre configuration<sup>21</sup>. Le socle répressif demeurerait fondamentalement le même. Sur le plan constitutionnel, les réformes de 1991 concernent le rétablissement du poste de premier ministre, responsable devant l'Assemblée nationale. Ce dernier représente un fusible qui reçoit tous les coups politiques. Dans cette optique, le président de la République reste le maître du jeu politique.

Ainsi, les avocats constituent une force majeure dans la mise en œuvre du multipartisme et partant du processus de libéralisation politique. Le barreau représente une corporation et une force socio-professionnelle élitiste ; les avocats dotés de connaissances en matière de droits de l'homme et pouvant mobiliser l'opinion publique internationale seront des acteurs incontournables de la conscientisation des masses et de la rupture avec l'ordre ancien.

En plus, les étudiants composaient également une frange importante des acteurs des mobilisations. S'ils procédaient à des revendications relatives à leur condition, (les bourses d'études, les loyers universitaires, les infrastructures, les débouchés, etc.), ils incarnent des leviers importants de la protestation au Cameroun. L'université en tant que lieu de fabrication des élites détermine un cadre de socialisation à la culture de la dissidence. Le lancement du SDF produit des adeptes au sein de l'université. Les manifestations qui en découlent sont aussitôt réprimées. La coordination nationale des étudiants camerounais dont Benjamin Senfo Tonkam est le leader s'adresse de manière ouverte au président de la République. Si les étudiants représentent une force mobilisatrice, les enseignants par contre manquent d'une plate-forme de revendications. Quoiqu'ayant formé le Syndicat National des Enseignants du Supérieur (SYNES), celui-ci est muselé et limité dans ses actions de contestation parce que n'ayant pas une existence légale. Le rôle des enseignants sera néanmoins capital dans la mise en œuvre de certains partis de l'opposition à l'instar de Siga Asanga, secrétaire général du SDF. En revanche, la cooptation de certains enseignants dans les rangs du RDPC tels que Joseph Owona ou encore Kontchou Kouémegni porte un discrédit à ce corps de métier.

Contrairement à la mission de décolonisation et de construction de l'Etat postcolonial naguère assignée aux syndicats, ils seront presque absents lors du processus de libéralisation politique. L'organisation Syndicale des Travailleurs Camerounais (OSTC) constituait l'unique syndicat. La légalisation des syndicats sape les contours de l'autoritarisme et incitait au pluralisme politique dont le projet de mise en œuvre est aux antipodes de la conception du pouvoir par les dirigeants. Nonobstant les grèves organisées dans presque tous les secteurs d'activité<sup>22</sup>, la création de fortes corporations est annihilée par l'inexistence d'un cadre juridique.

Par ailleurs, les mobilisations paroxystiques d'avril 1991 concernent les villes mortes et la désobéissance civile. Sous l'instigation de Mboua Massock<sup>23</sup> elles s'appliquent à toute la population, avec un ralliement des partis politiques à cette entreprise. Elles seront conduites par les « cadets sociaux » qui veilleront à application sous peine de sanction pouvant aller jusqu'au traitement inhumain et dégradant pour ceux qui tentent de contrevenir à l'interdiction de circuler, de procéder à un commerce quelconque ou encore de s'acquitter des devoirs fiscaux. Cette stratégie qui conduit à la conjoncture politique a pour but de paralyser le pays afin d'obliger les détenteurs du pouvoir à procéder au changement voulu par les acteurs des mobilisations entre autre la conférence nationale souveraine<sup>24</sup>. Les plus radicaux réclament le départ du président Biya. Pour désamorcer cette crise politique, le président Biya organise la conférence tripartite du 30 octobre au 13 novembre 1991. Elle regroupe les représentants du gouvernement, les partis politiques et la société civile. Le pouvoir obtient la fin des villes mortes, la loi électorale et l'accès des partis politiques aux médias publics. Il est également question d'élaborer un projet de révision constitutionnelle.

En clair, la décompression autoritaire qui intègre la crise politique met en lumière une diversité d'acteurs. Si les actions ne semblent pas être concertées, néanmoins, la finalité est partagée par ces

---

<sup>21</sup> Les nouvelles lois en vigueur étaient désormais les lois 90/047, 90/054 et 90/060 du 19 décembre 1990 sur l'état d'urgence, le maintien de l'ordre et la cour de sûreté de l'Etat.

<sup>22</sup> Les sociétés publiques et parapubliques à l'instar de la Société de Transport Urbain du Cameroun (SOTUC), les taximen, etc.

<sup>23</sup> Cet acteur est l'initiateur des villes mortes et de la désobéissance civile des années 90. Il s'inscrit dans la permanence de la contestation du régime. On le retrouve également comme l'un des acteurs des mobilisations contre la faim et la révision constitutionnelle de février 2008.

<sup>24</sup> La conférence nationale souveraine avait été jugée par le président Biya comme « sans objet ».

forces ; la téléologie étant la nouvelle gouvernance politique. La dimension stochastique démontre les incertitudes ainsi que les nouvelles règles du jeu politique qui produisent des dynamiques d'étatisation. Ces dernières se posent comme de nouvelles contraintes au système hégémonique au pouvoir et constituent des ressources pour le champ de l'opposition. Si la libéralisation politique n'induit pas une nouvelle culture politique sous-tendant une socialisation démocratique, elle contribue à la diversification de l'offre sur le marché politique et à l'implication de nouvelles forces dans l'espace public.

### ***B) Essoufflement des forces partisans et centripètes dans le processus de changement politique***

Si ces deux forces ne président pas à une transition démocratique effective ; elles sont néanmoins à l'origine de la décompression autoritaire. En ce sens, la fusion d'intérêts communs entre les partis politiques et les mouvements sociaux s'exprime au travers du projet fondateur de changement politique qui se définit par la fin du régime autoritaire, la redistribution équitable des ressources et l'alternance politique. La transition démocratique bloquée et contrôlée par le régime en place va conduire à la restauration autoritaire. Celle-ci contribue à l'essoufflement des forces partisans et socio-professionnelles dans le processus de changement politique au Cameroun. Déjà, la conférence tripartite avait contribué à l'effondrement des villes mortes qui restaient le dernier grand bastion des mobilisations collectives et nationales. En plus, les errements des partis politiques en termes de recherche et de partage des rentes néopatrimoniales contribuent à délégitimer ces groupes politiques. La répression constitue l'arme essentielle permettant de museler les adversaires politiques. Dans ce cadre, les organisations des droits de l'homme à savoir Human Rights Watch et Cap liberté perçues comme une menace pour le régime sont dissoutes en juillet 1991 par un arrêté du ministère de l'administration territoriale. Senfo Tokam, Mboua Massock sont sévèrement réprimés. Djeukam Tchameni de Cap Liberté, initiateur de certaines actions de protestation et ses militants seront également soumis aux actes de répression<sup>25</sup>.

Au-delà des mécanismes autoritaires qui contribuent à exercer de la violence sur acteurs politiques de l'opposition, son contrôle procède de l'immixtion des dirigeants dans les questions internes de certains partis. A cet effet, la crise au sein du SDF amène le président de la République à prendre position. En 1998, le président Biya avait confessé n'avoir pas souhaité la tenue à Yaoundé d'un congrès convoqué par ceux qui voulaient ouvertement renverser John Fru Ndi. Le refus de soutenir les dissidents du SDF relève d'une stratégie des gouvernants consistant à ménager un leader charismatique peu enclin à menacer le pouvoir dans ses fondements<sup>26</sup>.

En clair, l'effondrement des actions de mobilisations collectives est consécutif à la coercition d'Etat héritée de la culture coloniale et de la répression de la subversion qui consacre l'existence de l'Etat postcolonial. Le ralentissement de l'œuvre contestataire émane de l'écroulement de la société qui se matérialise par l'élimination physique de presque tous les opposants de la période coloniale et postcoloniale et de l'annihilation des schèmes mentaux donnant lieu à l'éradication de toutes les velléités protestataires. La stigmatisation du président de la République qui constitue la seule offre politique n'induit pas toujours une représentation du monde autour de la construction de l'Etat. Les enjeux de positionnement et d'enrichissement personnel finissent par saper la confiance des électeurs à l'égard des partis politiques. Enfin, les partis d'opposition, les forces sociales et syndicales n'ont pas réussi à construire des projets de société alternatifs.

### ***III) Fin de règne, désenchantement de l'opposition et pouvoir de la rue***

Les émeutes contre la faim de février 2008 au Cameroun ne constituent pas un épiphénomène. Elles doivent être intégrés dans une ligne de fracture internationale définie par la crise alimentaire et financière. Au-delà de la conjoncture économique mondiale, les soulèvements à l'œuvre en Afrique sont inhérents à l'instabilité et à l'« ingouvernance » politique. La crise qui travaille l'ordre politique camerounais se focalise sur la révision constitutionnelle donnant lieu à l'institutionnalisation, à la consécration constitutionnelle d'une continuité politique des dirigeants et à l'abrogation d'une alternance

<sup>25</sup> Sur cette question, lire, Mehler, (M.), op.cit, p.108.

<sup>26</sup> Valentin Zinga, « Schisme eu SDF », mise en jour le 31 mai 2006 et consulté le 1<sup>er</sup> juin 2009.

démocratique. *Primo*, la congruence entre l'action collective et les partis politiques démontre la similitude des référents et des répertoires d'actions dans les deux champs. *Secundo*, les dynamiques de « détotalisation » politique démontrent l'éclatement des instances de pouvoir au Cameroun. *Tertio*, *Mutatis mutandis*, la désaffection des partis politiques et la nouvelle « gouvernementalité » instaurée par les gouvernés posent les jalons de l'appropriation de l'action contestataire par les « cadets sociaux » et traduisent la révision d'une gouvernance politique initiée par cette catégorie sociale.

### **A) Congruence d'intérêts et enjeux hégémoniques**

Au-delà des divergences qui travaillent les forces en présence dans le champ socio-politique camerounais en ce que la classe politique oppositionnelle est déclarée corrompue et impuissante par une majorité de la société, la congruence des intérêts et les aspirations hégémoniques suppose que le champ des mouvements sociaux et celui des partis politiques sont traversés par les mêmes rationalités, les contradictions similaires et les finalités plus ou moins convergentes. Ainsi, la fragmentation du champ des partis politiques s'explique par l'existence d'une opposition en miettes ; le nombre des partis politiques s'élevant à plus de deux cent. Si cet éclatement est encouragé, parfois orchestré par le pouvoir en place en tant que certains partis politiques représentent les excroissances du parti hégémonique, il débouche sur une dissonance de l'opposition. Ceci entraîne l'incapacité d'un leadership structurel de l'opposition dont l'inscription dans la pérennité semble illusoire<sup>27</sup>. Les apories qui déterminent l'opposition se déclinent par son incapacité à fédérer les positions partisans<sup>28</sup> et à construire de véritables machines électorales ou une mobilisation importante permettant de s'inscrire dans la continuité politique. Car l'existence de certains partis n'est effective que lors des périodes électorales. Ils souffrent également et davantage d'un manque de fabrication de stratégies politiques de longue durée sur le plan idéologique. Dans cette perspective, le champ des mobilisations collectives s'ordonne également dans un désordre constitutif d'une inexistence d'un ou de plusieurs porteurs principaux de cause. Les émeutes de février 2008 révèlent un manque de coordination et de production d'un discours autour des revendications. L'absence de cohérence, de formulation et de mise en sens des revendications président à une cacophonie qui laisse appréhender ces mouvements comme des instances génératrices de chaos et donnant ainsi l'opportunité aux dirigeants de procéder à leur anéantissement. Si toutefois, les syndicats des taximen sont structurés autour des revendications et des leaders bien définis tels que C. Ndefossokeng, *a contrario*, chez les jeunes (qui récupèrent la grève et conduisent désormais les émeutes), on note un « acéphalisme » qui brouille tous les repères. A l'instar des partis d'opposition, seul le projet de révision constitutionnelle donne lieu à l'articulation d'un énoncé discursif autour de l'incantation déjà formulée par l'opposition depuis les années 90 « Biya doit partir! ». Cette phrase souffre en sous-jacent d'une carence de stratégie ; la tactique devant contribuer à la mise en déroute institutionnelle et à la défection du pouvoir.

Si la protestation est consubstantielle aux mouvements sociaux, les dissensions électorales constituent une action politique importante de l'opposition. Ainsi le processus électoral camerounais est continuellement assujéti à des controverses<sup>29</sup>. Aussi, les résultats électoraux sont-ils toujours soumis à la contestation de la part des partis d'opposition. Par exemple, l'élection présidentielle de 1992 qui donnait P. Biya vainqueur sera vivement contestée par John Fru Ndi qui s'autoproclamera président de la République. Il existe une alliance entre les deux forces insérées dans des processus de production de contreponds au pouvoir d'Etat.

---

<sup>27</sup> Ceci ne signifie pas un manque de leader de l'opposition, car le Social National Democratic Front et l'Union démocratique du Cameroun (UDC) sont considérés comme les grandes formations politiques après le parti majoritaire le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC). Si le SDF a marqué le champ politique, sa prééminence politique est de plus en plus fugace.

<sup>28</sup> L'absence d'une coordination de l'opposition s'observe lors des échéances électorales. Lors des dernières élections présidentielles du 11 octobre 2004, les forces politiques rassemblées au sein de la Coalition pour la reconstruction et la réconciliation nationales (CRM) avaient choisi Adamou Ndam Njoya, président de l'UDC comme représentant de cette coalition. John fru Ndi contesta ce choix et se porta candidat de son parti.

<sup>29</sup> Ces controverses donnent généralement lieu au boycott des élections par certains dirigeants de partis tels que J. Fru Ndi. Sur la controverse portant sur la création de l'organe électoral Elections Cameroon, qu'il juge partial à cause de la nomination de certains membres qui d'après lui sont peu crédibles, il prédit déjà le boycott des élections présidentielles en 2011. Sur cette question, lire, Ericien Pascal Nguimba, in journaldu cameroun.com, mis en ligne le 27 février 2009, consulté le 10 juin 2009.

En outre, si le ciel de l'opposition est éclaté, les principaux partis sont aussi taraudés de l'intérieur par la fragmentation<sup>30</sup>. A cet égard, la partition du SDF<sup>31</sup> et celle de l'UPC<sup>32</sup> en plusieurs tendances dénote la fragilisation de ces partis. Les mobilisations collectives quant à elles s'instituent comme des organisations plus ou moins erratiques. Si elles sont précurseurs de certaines crises politiques en l'occurrence celle de février 2008, elles semblent disparaître et se reconfigurent au gré des conjonctures politiques. Leur inscription permanente dans le champ politique et social comme partenaires sociaux<sup>33</sup> dans le cadre des revendications syndicales reste évanescence. Néanmoins, les syndicats de taximen se sont institués dans une culture de contestation à l'égard du pouvoir débouchant le plus souvent sur la paralysie des villes. Leurs revendications achoppent sur les hausses de prix du carburant. L'une des demandes fondamentales demeure la cessation des tracasseries policières et surtout le siphonage et le rançonnage intempestifs de la police. Ce qui assure plus ou moins leur pérennisation dans le cadre des grèves. Au-delà de cette action syndicale, la reprise des activités de transport par l'Etat est une constance<sup>34</sup>. Par contre, pour les autres syndicats, leur action de protestation à l'égard de l'Etat est très limitée. La perception politique des gouvernants émaillée de référents idéels basés sur l'autoritarisme procède du démantèlement de toute force oppositionnelle. L'asymétrie des forces à savoir les appareils répressifs détenus par l'Etat d'un côté et le discours, les marches de protestation ou les actions de violence perpétrées lors des grèves d'un autre côté démontrent la dissymétrie qui existe entre les deux groupes.

En plus, la question des rentes est au cœur de l'« assimilation réciproque » de l'opposition et les mouvements sociaux. L'attrait et la fascination des acteurs des mobilisations collectives à l'égard des partis politiques reposent non pas sur les projets de construction de l'Etat mais sur leur capacité à la captation des rentes<sup>35</sup>. Enfin, la congruence opère dans un contexte d'instrumentalisation réciproque des forces. D'après Mancur Olson, dans une action collective, les acteurs rationnels s'approprient les retombées des acteurs de la mobilisation en ne se déployant pas afin d'éviter les coûts<sup>36</sup>. Certains acteurs politiques tels que Mboua Massock qui s'investit aussi dans la mobilisation de février 2008 et la stigmatisation du pouvoir par Anicet Ekane<sup>37</sup>, chef d'un parti; se posent comme des leaders des mouvements de contestation. *A contrario*, les autres acteurs tirent les ressources que procure la mobilisation. Ceci leur permet de se soustraire aux coups<sup>38</sup> politiques. On constate toutefois, la

---

<sup>30</sup> Cette pensée se tient à rebours de celle de Bogaards, (M.), pour qui « Le défi principal des systèmes de partis africains n'est pas la fragmentation mais plutôt la concentration. », cité par G. Carbone, « Comprendre les partis et les systèmes de partis africains. Entre modèles et recherches empiriques », in *Politique africaine*, n° 104, décembre 2006, pp. 18-37.

<sup>31</sup> Le premier schisme du Social Democratic Front s'opère en 1995 avec la création du Forum des sociaux-démocrates qui sera animé par C. Gabriel Mbock, Dorothy Kom et d'autres exclus du SDF. En 2006, deux tendances, voire deux factions apparaissent au sein du parti au sujet de l'appropriation du nom du parti et la légitimité de cette formation politique entre ceux qui sont appelés les « founding father », originaires du nord-ouest à savoir Bernard Muna et John Fru Ndi. Ce parti se présente comme une formation parcellarisée face au parti hégémonique en l'occurrence le RDPC.

<sup>32</sup> La fissure de l'UPC s'organise autour de la bipartition de l'UPC entre la faction légale avec Ndeh Ntumazah et l'UPC radicale. Elle est inhérente aux dissensions survenues entre les différents membres à savoir ceux qui étaient issus de l'exil et détenaient par conséquent un certain charisme tels que Ndeh Ntumazah. Elle est également le fait des allégeances ethniques car l'histoire de l'UPC était fondamentalement liée au peuple Bassa, à ce titre, F. Kodock se devait de représenter une faction du parti. Sa scission est entérinée de décembre 1991.

<sup>33</sup> Le partenariat social ici renvoie à la tradition syndicale française en termes d'interactions, de ce que M. Dobry appelle les transactions collusives, de consensus, de négociations entre l'Etat et les syndicats ou plus globalement les partenaires sociaux.

<sup>34</sup> Lors des grèves précédentes celles de février 2008, le démantèlement de la grève passait par l'injonction faite aux taximen de la reprise de leurs activités sous peine de sanction. En plus, certains taximen arguent que le mouvement de protestation était endigué grâce à l'introduction des agents de police dans le transport urbain, les voitures non dédouanés ayant été réquisitionnées au port de Douala.

<sup>35</sup> Collins Ndefossokeng, leader des syndicats des taximen nous avouera que certains acteurs des syndicats perçoivent des prébendes lors des négociations avec l'Etat durant les grèves des taximen.

<sup>36</sup> Olson, (M.), *La logique de l'action collective*, Paris, PUF, 1986.

<sup>37</sup> Ce dernier est leader du Mouvement africain pour la nouvelle indépendance et la démocratie (Manidem).

<sup>38</sup> D'après M. Dobry, « Le coup correspond aux actes et comportements qui ont pour propriétés d'affecter soit les attentes des protagonistes du conflit concernant les comportements des autres acteurs, soit leurs situations existentielles, c'est-à-dire, en gros les rapports qui s'établissent entre ces acteurs et leur environnement, soit encore, bien entendu, les deux simultanément. », « Mobilisations multisectorielles et dynamiques des crises politiques : un point de vue heuristique », in *Revue française de sociologie*, vol. 24, n° 3, 1983, p. 400.

formulation d'un discours partisan autour du refus de la révision constitutionnelle. L'UPC, le MANIDEM et le SDF par exemple seront opposés à ce projet de révision<sup>39</sup>.

Toutefois, une alliance hégémonique entre les deux forces s'est-elle établie entre le SDF et les mouvements de revendications sécessionnistes. Aux antipodes des autres mouvements de protestation, les groupes sécessionnistes sont identifiés à savoir le Southern Cameroon National Council (SCNC) et la Southern Cameroons Youth League (SCYL). Les porteurs de cause sont connus à l'instar du leader Fred Ebong Alobwede qui proclame l'indépendance d'un Etat fictif : la République fédérale démocratique des Cameroun du sud. Les mouvements de contestation structurés autour des demandes de sécession nourrissent l'idéologie du principal challenger de l'opposition : le SDF dont l'idéologie est plutôt marquée par l'idée de fédéralisme.

Au final l'« assimilation réciproque » joue également dans le cadre du positionnement politique et étatique de ces deux forces. Les partis politiques à la quête du pouvoir tentent d'insérer les acteurs de la mobilisation dans la lutte politique<sup>40</sup>. Toutefois, le combat politique reste tactique car ces mouvements sont parfois exclus de leur projet de gestion politique.

### ***B) Crise politique de février 2008, dynamiques de « détotalisation » du champ politique et émergence des « indociles »***

La traduction interne du « temps mondial » de récession s'élabore autour des manifestations contre la vie chère. En effet, le 25 février 2008, quatorze organisations professionnelles des secteurs du transport terrestre urbain et interurbain du Cameroun rentrent en grève après l'augmentation du prix du litre de carburant à 600 francs CFA. La corporation des transporteurs ne sera plus la seule à porter les demandes inhérentes à son secteur d'activité, elles transcendent désormais ce cadre pour être récupérées par d'autres catégories sociales ne faisant pas toujours partie d'un groupe socioprofessionnel déterminé, en l'occurrence les chômeurs et les « jeunes »<sup>41</sup>. Les revendications concernent désormais la baisse des prix des denrées de première nécessité. En plus, la contestation s'appuie sur l'instauration de la liberté de la presse, en raison de la fermeture de certaines radios et télévisions privées.

Ainsi, les indicateurs économiques de la crise latente doivent être recherchés dans les causes structurantes émanant de la nature de l'Etat. D'une part, la néo-patrimonialisation de l'ordre politique et économique désigne le point de rupture entre la classe politique et les dirigés. Si la prédation d'Etat demeure au cœur de la conflictualité entre les deux classes, les questions axiologiques participent également de la constitution de la matrice du conflit. A cet égard, la prévarication et la prédation d'Etat suscitent la grogne des dominés dans un contexte de paupérisation et de chômage structurel. Le clivage entre « aînés sociaux » qui tirent leur essence de la clientélisation politique et économique et « cadets sociaux » s'affiche davantage dans cette crise.

Plus qu'une question relative au marasme économique et éthique, la conjoncture politique au Cameroun se structure autour d'une rupture politique consubstantielle à l'alternance politique. Cette dernière est portée par le projet de révision constitutionnelle qui visent à consacrer l'inamovibilité du président de la République. Elle clair, la dissension se radicalise sur le refus d'une partie de la population à intégrer ce projet de révision portant sur le paragraphe 2 de l'article 6 de la constitution de janvier 1996 disposant que « le Président de la République est élu pour un mandat de sept (7) ans renouvelable une fois ». La fin de règne, énonciatrice de la pérennisation des dirigeants au pouvoir s'abreuve d'une tension politique, elle-même liée à un clivage ontologique entre gouvernants et gouvernés.

---

<sup>39</sup> Le Manidem estimera que se présenter éternellement est assimilable à « une déclaration de guerre au peuple camerounais tout entier ». De manière générale la plupart de ces partis vont appeler à la résistance contre « le coup d'Etat constitutionnel qui se prépare ». Sur cette question, se référer au site Internet <http://www.french.xinhuanet.com>, consulté le 9 juin 2009.

<sup>40</sup> A cet égard, dans le shadow cabinet des acteurs des mobilisations sécessionnistes, John fru Ndi et J. Mbah Ndam (président du groupe parlementaire SDF à l'assemblée nationale) étaient nommés dans le gouvernement de Fred Alobwede, sur cette question, lire, Belomo, (P.C.), « L'ordre et la sécurité public dans la construction de l'Etat au Cameroun », thèse de doctorat, Université Montesquieu, Bordeaux IV, IEP, 2007.

<sup>41</sup> Les « jeunes » ici constituent une catégorie sociale assez floue qui ne se fonde pas nécessairement sur les critères d'âge, de scolarisation ou socioprofessionnel. Il s'agit davantage des « cadets sociaux » au sens où l'entend J-F. Bayart, « Le politique par le bas en Afrique noire : question de méthode », *Politique africaine*, n° 1, janvier 1981, pp. 53-82.

La restauration de l'ordre et de la sécurité constitue la politique majeure de la crise politique de février 2008, implémentée par l'Etat, tant les émeutes ont tenté d'ébranler le fondement autoritaire de l'Etat. Toutefois, ces protestations démontrent la multi-centralisation du pouvoir. Il ne s'agit pas du centre d'exécution du pouvoir qui revient à l'exécutif et aux autres pouvoirs d'Etat. L'originalité de cette crise repose sur les instances d'impulsion du pouvoir que sont les mouvements sociaux et les partis politiques. Les mesures ou les ersatz économique et politique adoptées par le gouvernement à la suite de ces émeutes sont à inscrire dans le cadre de l'action catalytique des forces sociales.

### **B) Désaffection des partis politiques et nouvelle « gouvernementalité » des gouvernés**

D'une part, l'enchantement de la période de démocratisation qui laissait encore croire que les forces politiques oppositionnelles étaient le gage d'un changement de régime ; le dépassement de cette vision s'énonçait à partir de l'épreuve des faits, les partis d'opposition devenant pour la plupart des relais du RDPC ou parti hégémonique au pouvoir<sup>42</sup>. Aussi, les atermoiements de ces partis, conjugués au contrôle du processus démocratique par les gouvernants procèdent-ils de la déconstruction des forces antagonistes. Ceci s'explique par le blocage de la démocratisation par la classe au pouvoir. Le contrôle de l'agenda politique reste l'apanage des dirigeants. Toutefois, l'exceptionnalité de la contestation de février 2008 est l'inscription des questions économiques et politiques sur l'agenda initiée par les mobilisations. En outre, la vacuité de leur programmation s'explique par la stigmatisation populaire de ces partis. Si la finalité du parti politique demeure la conquête du pouvoir, dans ce contexte, celle-ci se résume à « aller à Etoudi »<sup>43</sup> sans au préalable avoir effectué une praxis politique.

D'autre part, les dirigeants s'attèlent à délégitimer les partis d'opposition. La lexicologie se nourrit d'une grammaire politique qui s'articule autour de la négation de l'apposition. A cet effet, les énoncés discursifs du président de la République s'inscrivent dans une sorte de nihilisme : « *Qui sont-ils ces affamés qui ont reçu sur le tard une virginité démocratique ?* » L'imputation de la crise politique de février 2008 à l'opposition et partant la politisation de la décomposition du Cameroun par les gouvernants dénotent les manœuvres de disqualification de cette catégorie à la direction de l'Etat. Dans cette conception, il argue que « *Ceux qui sont derrière les manipulations ne voulaient pas le bien de notre peuple* »<sup>44</sup>. Dans le même ordre d'idées, il déclare « *Pour certains qui n'avaient d'ailleurs pas caché leurs intentions, l'objectif est d'obtenir par la violence ce qu'ils n'ont pu obtenir par la voie des urnes. C'est-à-dire le fonctionnement normal de la démocratie* »<sup>45</sup>. Malgré les présupposés démocratiques désormais inscrits dans l'ordonnancement politique, la restauration autoritaire est marquée entre autre par la punition des partis d'opposition de par leur existence qui semble délégitime pour les dirigeants.

Enfin, le processus de désaffection à l'égard du politique dont l'incapacité des gouvernants à problématiser le monde participe d'un travail d'association, de transfert et de construction cognitive sur l'opposition et son assimilation au pouvoir. En outre, les citoyens sont abreuvés des anecdotes, de corruption de certains leaders d'opposition, relayées par certains organes de presses. Ceci contribue à déconstruire les partis politiques en termes de représentation.

Il faut aussi noter la forte régionalisation, voire l'ethnisation des partis d'opposition. Lors de sa création, le SDF semble fédérer les intérêts des « laissés pour compte » et enrôle les plus démunis (vendeurs à la sauvette, taximen etc.) dans l'idée d'un processus historique de changement politique ou mieux de changement de politique. De même, des partis comme l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) et l'UPC avaient une représentation nationale mais, ils s'appuyaient davantage sur leurs fiefs ethno-régionaux qui leur donnaient une importance (géo-) stratégique<sup>46</sup>.

<sup>42</sup> Plutôt que de parler d'un parti dominant qui suppose l'existence d'un certain degré de compétition et qui gagne des élections successives (au moins trois) dans un cadre transparent, le RDPC est un « parti hégémonique » ou « dominant autoritaire ». Dans cette optique, les élections sont organisées mais leurs résultats le sont par la fraude électorale ou d'autres moyens. « Les autres partis ont le droit d'exister, mais (...) la possibilité d'une rotation du pouvoir n'est pas envisagée ». Sur cette question, lire, Sartori, (G.), *Parties and Party Systems. A Framework for Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976, p. 230-231.

<sup>43</sup> « Etoudi » représente le siège de la présidence de la République.

<sup>44</sup> Extrait du discours du président Biya, 27 février 2008.

<sup>45</sup> Extrait du discours du président Biya, op.cit.

<sup>46</sup> Mehler, (A.), « Cameroun : une transition qui n'a pas eu lieu », in Daloz, (J-P.), Quantin, (P.), (éds.), *Transitions démocratiques africaines. Dynamiques et contraintes (1990-1994)*, Paris, Karthala, 1997, pp. 95-138, p.124.

Les partis politiques sont aussi marqués par une forte centralisation qui s'explique par le droit des dirigeants à désavouer certains membres et militants. Des partis tels que le SDF présente au sommet une sorte de nomenklatura dont les intérêts divergents des élites créent une scission au sein du parti.

Enfin, ils se fondent sur la mobilisation politique plutôt que sur la participation politique<sup>47</sup>. Ceci explique leur incapacité à impliquer les citoyens dans des projets de construction étatique ; ce d'autant plus que ces partis ne contribuent pas ou peu à la formulation, à l'adoption et à l'implémentation des politiques publiques.

### **Conclusion**

La conflictualité ontologique née du différend colonial entre les forces nationalistes et le pouvoir colonial marque non seulement la vacuité du contrat social constitutif de l'existence de l'ordre politique, mais aussi la matrice de la contestation au Cameroun. L'instauration de l'Etat postcolonial n'expurge pas ce conflit, *a contrario*, son appropriation par la classe dirigeante en tant que méta-réalité productrice de sens dénote l'essence du politique au Cameroun. L'exacerbation de la violence politique est significative dans la désignation de l'UPC comme « ennemi d'Etat ». L'apothéose de ce différend se lit à travers l'éradication systématique de cette formation politique et de toute force oppositionnelle. Toute opposition est comprise comme une remise en cause de la politique d'intégration nationale implémentée depuis les années 60. Dans ce contexte, l'action des mouvements sociaux reste prépondérante dans le processus de dissidence. Les syndicats impriment une conscience nationale et constituent des cadres de socialisation pour les leaders partisans. Ils forgent également les outils d'un combat politique en essaimant la culture contestataire. En outre, les partis politiques tels que l'UPC constituent les moteurs de la contestation, voire de la guerre coloniale. Par un travail d'inculcation des schèmes de la lutte, la mission pédagogique permet d'instruire les masses. Le processus d'habituation participe donc de l'enseignement des peuples devant aboutir à leur prise de conscience. Plus tard, l'action collective sera encadrée par la praxis politique du parti nationaliste.

Par ailleurs, l'effritement de l'autoritarisme s'opère à partir des dynamiques du « dedans » et du « dehors ». Aussi, la convergence d'actions, non sans être concertées entre les groupes politiques partisans et les forces socio-professionnelles, consacrent-elles le processus de libéralisation politique. En clair, la dialectique entre partis politiques et mouvements sociaux dévoile une figuration stratégique et tactique d'actions et de manœuvres donnant lieu à la décompression autoritaire.

Enfin, l'improductivité d'un logos politique en tant discours rationnel et structuré dévoile les apories des partis politiques. Autrement dit, l'inefficacité de ces groupements politiques à traduire et à construire le monde en termes de formulation des projets de construction du bien commun conduisent à leur délégitimation et à leur inaction dans le cadre de la dissidence. Ainsi, la dissension entre gouvernants et gouvernés s'ordonne autour de la nature, la dévolution, la distribution, la pérennisation et la chronicité du pouvoir. Elle s'articule également autour de l'allocation des ressources. Dans cette perspective, les émeutes de février 2008 traduisent non seulement les errements d'une fin de règne, mais aussi l'inscription historique d'une nouvelle gouvernamentalité des gouvernés.

### **Bibliographie**

- Bayart, (J-F.)**, « Le politique par le bas en Afrique noire : question de méthode », *Politique africaine*, n° 1, janvier 1981, pp. 53-82.
- Préface, in Joseph, (R.), *Le mouvement nationaliste au Cameroun*, Paris, Karthala, 1986.
- Carbone, (G.)**, « Comprendre les partis et les systèmes de partis africains. Entre modèles et recherches empiriques », in *Politique africaine*, n° 104, décembre 2006, pp. 18-37.
- Chazel, (F.)**, *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, PUF, 1993.
- « La mobilisation politique : problème et dimensions », *Revue française de Science*

---

<sup>47</sup> Dahl, (R.) distingue deux facteurs de la démocratisation à savoir la compétition et la participation politique, *Polyarchy : Participation and Opposition*, New Haven, Yale University Press, 1971. Dans le même ordre d'idées lire Chazel, (F.), « La mobilisation politique : problème et dimensions », *Revue française de Science politique*, XXV, pp. 502-516, 1975.

*politique*, XXV, 1975. pp. 502-516.

**Belomo, (P.C.)**, « L'ordre et la sécurité public dans la construction de l'Etat au Cameroun », thèse de doctorat, Université Montesquieu, Bordeaux IV, IEP, 2007.

- « Crise socio-politique de février 2008 et nouvelle gouvernamentalité au Cameroun », publication en ligne, [www.apsanet.org](http://www.apsanet.org)

**Dahl, (R.)**, *Polyarchy: Participation and Opposition*, New Haven, Yale University Press, 1971.

**Dobry, (M.)**, « Mobilisations multisectorielles et dynamiques des crises politiques : un point de vue heuristique », in *Revue française de sociologie*, vol. 24, n° 3, 1983, p. 400.

**Eyinga (A.)**, « *Démocratie de Yaoundé* », texte inédit cité par Joseph (R.), *Le mouvement nationaliste au Cameroun*, Paris, Karthala, 1986.

**Joseph, (R.)**, *Le mouvement nationaliste au Cameroun*, Paris, Karthala, 1986.

**Mehler, (A.)**, « Cameroun : une transition qui n'a pas eu lieu », in Daloz, (J-P.), Quantin, (P.), (éds.), *Transitions démocratiques africaines. Dynamiques et contraintes (1990-1994)*, Paris, Karthala, 1997, pp. 95-138.

**Neveu. (E.)**, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 1996.

**Ngongo, (L.)**, *Histoire des forces religieuses au Cameroun*, Paris, Karthala, 1982.

**O'Donnell (G.), Schmitter (P.)**, *Transition from Authoritarian Rule. Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*; Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1986.

**Olson, (M.)**, *La logique de l'action collective*, Paris, PUF, 1986.

**Omar Diop (E.H.)**, *Les partis politiques et processus de transition politique en Afrique noire*, Publibook, 2006.

**Sartori, (G.)**, *Parties and Party Systems. A Framework for Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976.

### ***Sites Internet***

Nguimba, (E.P.), [journaldu cameroun.com](http://journalducameroun.com), mis en ligne le 27 février 2009, consulté le 10 juin 2009.

Site Internet, <http://www.french.xinhuanet.com>, consulté le 9 juin 2009.

Zinga, (V.), « Schisme eu SDF », mise en jour le 31 mai 2006 et consulté le 1<sup>er</sup> juin 2009.